

DISCOURS DU PRÉSIDENT

DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SESSION BUDGETAIRE DU 18 SEPTEMBRE 2025

Monsieur le Président de l'Assemblée,

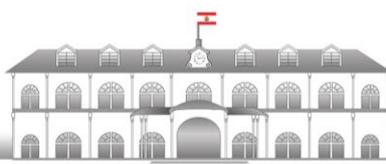
Mesdames et Messieurs qui avez déjà tous protocolairement été salués par le Président de l'Assemblée, salutations auxquels je m'associe, spectateurs, téléspectateurs, tātou pa'ato'a tei āmui mai i teie po'ipo'i 'Ia ora na tātou na roto i te aroha o te Atua.

C'est avec un profond sens du devoir et une grande détermination et une responsabilité renouvelée que je m'adresse à vous aujourd'hui pour ouvrir la session budgétaire de notre **Assemblée**, occasion de faire un point de situation économique de notre pays et de présenter les premières **orientations de notre gouvernement pour l'année 2026**. Ce moment est central pour notre avenir collectif car il s'agit de définir non seulement les priorités mais aussi des engagements concrets que nous prendrons pour bâtir un avenir meilleur pour notre Fenua. Nous sommes à un tournant décisif. Face aux enjeux globaux et locaux, **changements climatiques, crises économiques, fractures sociales**, nous devons faire preuve d'ambition mais aussi de pragmatisme pour garantir la *résilience* et la *pérennité* de notre pays. C'est dans le respect profond de nos valeurs ancestrales, de notre identité polynésienne, et en donnant la priorité au bien-être des populations que nous voulons écrire tous ensemble cette nouvelle page de notre histoire.

En premier lieu, je souhaite ici faire un panorama de la situation économique de notre pays sur l'exercice de l'année passée et sur les premiers mois de cette **année 2025**. Je veux aussi rappeler pour que chacun d'entre nous l'ai parfaitement en mémoire, la situation économique internationale et hexagonale ces dernières ayant potentiellement des répercussions sur notre activité économique.

Au titre de la situation internationale, la **croissance mondiale a été robuste au second semestre 2024 à plus 3,3 % annualisé**, tirée par la consommation privée, particulièrement aux **États-Unis**, et le rebond des exportations en **Chine**. Le marché du travail reste bien orienté avec des taux de chômage souvent inférieurs au niveau pré-Covid dans plusieurs pays. L'inflation mondiale a reculé mais reste au-dessus des seuils d'avant-crise dans beaucoup de pays avec des hausses dans les services et certains produits alimentaires. Par ailleurs, les derniers mois sont marqués par une intensification des politiques douanières qui ont généré une guerre commerciale avec des hausses significatives des droits de douane aux États-Unis suivies par d'autres pays, freinant la croissance mondiale qui a été revue à la baisse de **3,3% à environ 2,8%** en perspective pour **2025**. L'impact de ces barrières douanières est négatif sur la croissance, la compétitivité, l'innovation et crée une augmentation des coûts de production.

La politique monétaire reste toutefois prudente, avec des taux directeurs généralement maintenus élevés ou ajustés selon les pays pour contenir l'inflation.

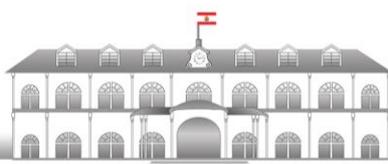


La **dette publique mondiale continue d'augmenter**, posant des problèmes de viabilité pour certains pays émergents et un faible revenu. Cette situation internationale n'a pour l'instant que faiblement impacté la **Polynésie française**, les barrières douanières appliquées à notre pays par les États-Unis ayant été relativement modestes à ce jour. Pour l'heure, aucun impact non plus n'est encore ressenti sur l'affluence touristique, notamment en provenance des États-Unis.

Au niveau hexagonal, la croissance est fragile. Estimée à **0,5% en 2025 et 1,1% en 2026**, en baisse par rapport aux prévisions initiales à cause des incertitudes intérieures, stabilité politique, et extérieures, la hausse des droits de douane. En **2024**, cette croissance s'est stabilisée à **1,1%**, portée par le commerce extérieur, mais un ralentissement de la demande intérieure. En **2025**, dans l'Hexagone, le chômage devrait augmenter pour atteindre **7,7% en 2025 et 8,3% en 2026**, notamment à cause de la destruction d'emplois dans le secteur marchand et des réformes sociales. L'inflation devrait refluer à environ **1,3% en 2025** grâce à la baisse des prix de l'énergie, mais une légère hausse est attendue en **2026** avec la progression des salaires. L'investissement des entreprises devrait reculer, freiné par les incertitudes économiques et la hausse de la fiscalité. Le déficit public restera élevé, autour de **5,5% du PIB en 2025**, malgré la loi de consolidation budgétaire dont l'adoption reste fragile, le gouvernement national n'étant toujours pas constitué. La notation de la France vient d'ailleurs d'être dégradée il y a quelques jours. La situation de l'Hexagone reste donc délicate. Le projet de budget de la nation n'est toujours pas arrêté, ainsi que le niveau des participations de l'État dans ses collectivités d'outre-mer, qui pourraient être abaissées. La **Polynésie française** doit donc redoubler de vigilance au travers de l'ensemble de sa représentation au niveau national, afin d'agir d'une même voix pour l'intérêt de notre Fenua. Sur **2026**, il conviendra de s'assurer que la politique budgétaire de la nation n'impacte pas les capacités d'investissement du pays par un ralentissement des moyens alloués aux partenariats financiers État-Pays-Commune.

Sur le plan local, en **2024, le PIB a progressé de 1,20%**, avec une **inflation modérée à 1,2%**. La croissance a été essentiellement portée par la demande intérieure, notamment la consommation des ménages et l'investissement public lié aux Jeux Olympiques. La consommation des ménages progresse de **1,3% en volume**, la masse salariale de **plus 6%** et l'emploi **3,2% en équivalent temps plein**. L'investissement privé augmente également de plus **0,5% en volume**. Le secteur public a donc largement participé au soutien de la demande. En **2024**, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance du fait d'une forte contraction des exportations, **moins 6,3% en volume** et une hausse des importations. L'inflation a été très contenue et a fortement diminué par rapport à **2023**.

Elle est donc de **plus 1,2% en 2024** contre **plus 3,3% en 2023**. Dans son dernier rapport sur l'indice des prix à la consommation, pour le mois d'août, l'**Institut de la statistique de la Polynésie française** constate une diminution générale de **0,5% en août 2025**. Dans la même veine, l'indice ouvrier baisse de **0,3%**. L'index du bâtiment et des travaux publics diminue de **0,2%** pour s'établir à **134,47**, conséquence de la baisse des prix des matériaux de construction et du prix des services. Au premier trimestre **2025**, l'activité économique est stable, avec une inflation maîtrisée et un marché du travail dynamique +2,7% d'emplois salariés.



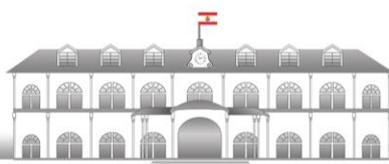
La dynamique du marché du travail reste positive au premier trimestre **2025**, un petit peu moins que les années précédentes malgré tout. L'évolution du chiffre d'affaires total est stable. Et l'importation des biens de consommation, dont alimentaires, est orientée à la hausse. À l'identique, après une baisse en **2024**, l'import de biens intermédiaires repart à la hausse début **2025**. Les crédits à l'habitat ont rebondi en **2025, plus 6,3%** au premier trimestre, après une forte baisse en **2024**. Les crédits aux entreprises restent en retrait. Par ailleurs, le pouvoir d'achat des ménages a progressé en **2024 de plus 2,3%**, mais la dynamique pourrait être freinée par les incertitudes à venir sur cette fin d'année **2025**. Le tourisme reste un moteur important de croissance, avec une fréquentation élevée et une augmentation du chiffre d'affaires dans les secteurs touristiques. Sur les cinq premiers mois de l'année, la fréquentation progresse et reste élevée. **Plus 4% de touristes** par rapport à la même période en **2024, plus 36% d'excursionnistes**. La hausse du nombre de touristes intervient sur le secteur terrestre marchand, **7,7% d'augmentation**, avec une légère baisse des touristes en hébergement flottant. L'augmentation concerne les touristes en provenance des États-Unis et des pays européens hors France. Au premier trimestre **2025**, le chiffre d'affaires des entreprises du tourisme est au beau fixe et progresse de **5,5%**.

Les chiffres de notre économie et de notre principal moteur de croissance sont donc **positifs et favorables**. La **Polynésie française** se porte économiquement bien, les chiffres le montrent, et les chiffres ne font pas de politique. Mais cela n'est pas encore suffisant. Nos marges de progression sont encore importantes pour refonder notre société, pour une plus grande justice sociale, fiscale et économique. Dans un contexte national et international incertain, nous nous devons de rester vigilants, particulièrement sur nos prévisions de croissance pour la prochaine année. La prudence nous conduit à projeter un niveau de consommation des ménages équivalent à celui de cette année. Nous comptons en revanche nous appuyer sur une commande publique conjoncturellement élevée, dopée par les travaux de réalisation d'infrastructures publiques. Le secteur du tourisme devrait maintenir un niveau de recettes en hausse. Enfin, le marché du travail devrait se stabiliser sur la base des deux dernières années, particulièrement dynamique. Enfin, nous pourrions nous adosser à une inflation maîtrisée et contenue qui resterait entre **1 et 1,5%** en moyenne annuelle.

Dans ces conditions très raisonnables, la progression de notre économie reste acquise malgré les incertitudes externes.

La session budgétaire qui s'ouvre aujourd'hui permettra au gouvernement de présenter à votre **Assemblée les orientations de politiques sectorielles pour la prochaine année**. Des propositions, projets de texte et de dispositifs qui serviront notre population et bâtiront le devenir de notre pays. Nos projets continueront de s'inscrire dans les axes de travail et les trois piliers qui guident notre action. **FA'ATURA, respecter. FA'AORA, soutenir. FA'ATUPU, bâtir**. Ces trois piliers sont communs à nos convictions, quelles que soient nos appartenances politiques. Ils sont le ciment de notre cohésion et de notre organisation sociale.

La lutte contre l'ICE. La méthamphétamine est un mal profond qui attaque nos familles, nos vies, et j'ose bien dire **le tissu social et notre économie, peut-être même notre administration**. Une prise en charge particulière aux urgences et de nouveaux moyens de lutte sont prévus au budget.



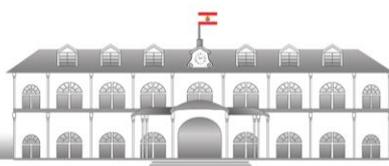
Il convient de ne pas oublier les acteurs de terrain, qu'ils soient ou non au sein de la Fédération, nous sommes tous unis. Alors je lance un appel à tous ceux qui ont la volonté de s'investir et qui sont prêts à structurer des projets solides. Le pays nous prend les moyens. Ce sujet doit nous rassembler. Je profite de cette occasion pour faire un appel à la responsabilité de nos acteurs économiques. Personne ne doit fermer les yeux. Si nous ne sommes pas tous fautifs, nous sommes tous concernés et nous devons être vigilants. Ainsi, accepter ou cautionner d'importantes transactions en liquide c'est potentiellement participer à cette entreprise meurtrière qu'est le trafic d'ICE.

Sur le pouvoir d'achat et la vie chère, trois projets principaux seront portés. Le **projet de loi TAMA'A MAITA'I**, pour venir soutenir directement le pouvoir d'achat d'une grande partie des classes moyennes et qui est en faveur de la consommation de produits locaux. Un autre projet de loi vous sera présenté, visant à faire baisser le prix d'un certain nombre de produits de consommation courants. Et enfin, après la loi qui a été adoptée durant la session extraordinaire permettant d'ériger une nouvelle prestation légale et une augmentation de la prise en charge de la cantine scolaire, nous allons franchir une nouvelle étape, inscrite dans notre programme politique, **la gratuité des cantines relevant du pays**.

Pour ce qui est du **logement et de la terre**. Après le prêt à taux zéro, nous confirmerons les moyens alloués aux logements sociaux et présenterons de nouveaux dispositifs. Un nouveau mécanisme de bail pour faire baisser les prix de l'immobilier pour les classes moyennes d'ici l'an prochain. Ce dispositif permettra la mise à disposition de fonciers du pays de manière encadrée et garantissant un niveau de sortie de l'immobilier plus bas qu'il ne l'est aujourd'hui...Un autre dispositif attendu notamment dans nos archipels, contribuera au soutien à l'achat de citerne d'eau courante pour récupérer les eaux pluviales.

Pour ce qui concerne l'emploi et l'inclusion, le succès fulgurant des aides à l'embauche vient confirmer que la clé, c'est l'emploi durable. Nous continuerons sur cette voie. Je remercie toutes les entreprises qui ont su répondre présentes pour les deux 'job dating' organisés à la présidence, dédiés aux personnes en situation de handicap. Nathalie, notre déléguée interministérielle, et la ministre en charge de l'emploi, remettront le couvert autant de fois que nécessaire. Il en va de même pour la maraude des services du pays. Mener les services au plus près de ceux qui sont les plus marginalisés dans notre société, c'est une démarche salutaire. Avant la fin de l'année, Minarii, mon cabinet et tous les services engagés, les associations, les services de l'État, que je remercie, y retourneront.

En matière de santé, il nous faut en parler. L'ensemble du monde est confronté à une pénurie de soignants. En **décembre 2024, l'Organisation mondiale de la santé a fait savoir que si la barre des 70 millions de personnel soignant** a été dépassée, un manque de **plus de 13 millions de personnes** dans le secteur est souligné. Cette réalité est connue des responsables politiques depuis des années. Ceux qui ont fermé l'**Institut Mathilde Frébault** portent une responsabilité dans les difficultés que nous connaissons et continueront de connaître malheureusement. Je sollicite notre **Assemblée** de bien vouloir faire la lumière sur les intentions de ceux qui ont mis à mal notre système de santé et la santé de notre population. Pour ce qui concerne notre gouvernement, nous allons revaloriser les infirmiers et notre priorité est de **revaloriser les aides-soignants et l'ensemble des personnels hospitaliers**.



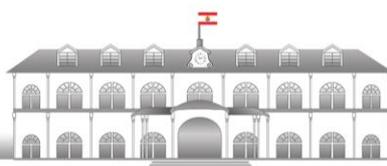
En parallèle, le ministre en charge de l'éducation et de l'enseignement supérieur contactera, avant la fin de l'année, tous nos enfants boursiers qui sont hors du fenua pour revenir servir leur pays.

Notre économie est certes dynamique, mais souffre malgré tout, elle aussi, des ronces si anciennes que personne ne sait plus d'où elles viennent. Les permis de construire souffrent d'un manque de moyens chroniques auxquels nous avons commencé à répondre au budget primitif précédent. La direction de la construction et de l'aménagement sera dotée de postes nouveaux dans le prochain budget. Mais si la création de postes est indispensable, elle n'est pas suffisante. D'ici le premier semestre **2026**, un texte sera déposé pour réaliser une première réforme du **Code de l'aménagement** allant dans le sens de l'allègement et de la rationalisation des procédures. Ce travail sera une première étape. La suppression de nombreux freins et de nombreuses incohérences sera à l'ordre du jour. Une fois que cela a été posé, je tiens à préciser que le gouvernement qui est en place est garant de la juste répartition des richesses, tout comme il est moteur dans l'économie. Lorsque nous annonçons le **prêt à taux zéro**, l'augmentation du nombre de Fare OPH, les aides pour l'acquisition des citernes d'eau courante, un planning de travaux à plus de **160 milliards** pour les grands projets du pays en **10 ans**, les chantiers et des **jeux du Pacifique** et l'ensemble de nos actions.

Qu'est-ce que cela signifie ? Concrètement, ce sont des carnets de commandes pleins à craquer. Plus précisément, c'est **près de 40 milliards de dépenses en 2025** qui iront alimenter nos entreprises. Il en va de même pour toutes les entreprises qui offrent des services et qui font vivre bien des Polynésiens. Alors j'assume de le dire, si des réformes restent à mener, nous avons le courage de prendre tout cela à bras le corps pour une création de richesses fortes et une juste répartition de cette richesse.

Avant de conclure, je souhaite vous dire ce qui importe pour moi, les **résultats**. Ceux qui sont visibles comme ceux qui ne le sont pas. Pour déconstruire les erreurs du passé, il faut énormément d'énergie et de détermination dans la durée. **La fin du clientélisme a évolué tout un système** qui ne demande qu'une chose, c'est le retour des **CAE**, la distribution des aides à la tête du client ou selon l'appartenance politique. Nous, voulons préparer l'indépendance. Mais l'indépendance ne peut pas être, ne doit pas être, la continuité d'une autonomie teintée de clientélisme. Ça, ce n'est pas possible. Chers élus, chers concitoyens, nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. Nos prochaines décisions détermineront le visage de notre pays pour de nombreuses années. C'est pourquoi nous devons faire preuve d'audace tout en restant fidèles à nos valeurs et à notre identité. Je vous appelle à l'unité, à la mobilisation et à l'engagement de toutes et tous. Construisons un avenir où la **Polynésie française** est un exemple de développement harmonieux, durable, solidaire et respectueux de son héritage.

Une petite parenthèse ici pour vous parler de ma dernière mission hors de **Polynésie**. Je voudrais d'abord saluer **l'Union européenne**. L'Union européenne qui, suite à une visite que j'ai rendue à **Bruxelles** au commissaire nouvellement nommé en début d'année, a accepté de revenir dans le **Pacifique** avec l'organisation à **Fiji** du tout premier **Business Forum Union Européenne Pacifique de l'histoire**. À la clé, il ne s'agit pas ici de dire si l'on est pro-Europe ou anti-Europe, ce n'est pas le sujet. Là, la clé, c'est l'élargissement du nombre de partenaires qui sont accessibles à l'ensemble des pays de la région. Il ne faut pas s'en priver.





PRÉSIDENCE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Dans la continuité, je voudrais remercier mes collègues leaders du **Pacifique** qui ont accepté à l'unanimité que la réunion du **Forum en 2031 se passe ici, au Fenua Ma'ohi mauruuruuru maita'i**.

Et puis, pour finir sur une note poétique, je pense que ça ne peut pas faire de mal dans ce monde de brute, Je voudrais citer quelques extraits d'un poème cher à mon cœur que certains d'entre vous connaissent peut-être. Je pense que les mots de ce poème peuvent nous parler à nous tous.

« Il restera de toi ce que tu as donné, au lieu de le garder dans des coffres rouillés.

Il restera de toi ton jardin secret, une fleur oubliée qui ne s'est pas fanée, Ce que tu as donné en d'autres fleurira.

Il restera de toi ce que tu as offert entre les bras ouverts un matin au soleil.

Il restera de toi ce que tu as perdu, que tu as attendu aussi loin que les réveils. Ce que tu as souffert en d'autres revivra.

Il restera de toi une larme tombée, un sourire germé sur les yeux de ton cœur.

Il restera de toi ce que tu as semé, que tu as partagé aux mendiants du bonheur, ce que tu as semé en d'autres germera ». Ce sont des mots de Simone Veil.

Mauruuruuru

SERVICE DE LA COMMUNICATION

